

MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE

AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
À GENÈVE

36, ROUTE DE PREGNY
1292 CHAMBÉSY

RT/cd

N° 341

La Mission Permanente de la France auprès des Nations Unies et des Organisations Internationales à Genève présente ses compliments au Haut Commissariat aux droits de l'Homme et a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint la réponse de la France sur la mise en œuvre de la résolution 66/160 de l'Assemblée générale portant sur la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

La Mission Permanente de la France auprès des Nations Unies et des Organisations Internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler au Haut Commissariat aux droits de l'Homme les assurances de sa très haute considération./..



Genève, le 1er juin 2012

OHCHR REGISTRY

- 7 JUN 2012

Recipients : SP.D
CED

Haut Commissariat aux droits de l'Homme
Palais des Nations
1211 GENEVE 10

FRANCE

A/S : Mise en œuvre de la résolution 66/160 de l'Assemblée générale portant sur la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées – Contribution de la France au Rapport sur l'état de la Convention et sur l'application de la résolution susmentionnée.

La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées du 20 décembre 2006 a été signée par la France le 6 février 2007 et ratifiée le 23 septembre 2008. La France a également procédé le 9 décembre 2008 à la déclaration prévue à l'article 31 de la Convention, reconnaissant ainsi la compétence du comité sur les disparitions forcées.

La législation nationale est, pour l'essentiel, conforme aux stipulations de la convention. Un projet de loi portant diverses dispositions en matière pénale et de procédure pénale en application des engagements internationaux de la France (n° 250) contenant des mesures d'adaptation du droit pénal a été adopté par le Conseil des ministres du 11 janvier 2012 puis déposé sur le bureau du Sénat

Le projet de loi prévoit de mettre la législation française en conformité avec les obligations résultant de la Convention en introduisant :

- la création d'une incrimination spécifique (nouvel article 221-12 du code pénal) ;
- l'incrimination de la « complicité passive » pour tenir pénalement responsables les supérieurs hiérarchiques (nouvel article 221-13) ;
- un délai de prescription de l'action publique porté à trente ans, à l'instar des délais de prescription des crimes de guerre, des crimes de terrorisme et des crimes de trafic de stupéfiants (nouvel article 221-18) ;
- la possibilité de juger les auteurs du crime de disparition forcée dont l'extradition aurait été refusée à raison du fait que cette infraction est puni d'une peine ou d'une mesure de sûreté contraire à l'ordre public français, ou à raison du fait que la personne réclamée aurait été jugée dans ledit État par un tribunal n'assurant pas les garanties fondamentales de procédure et de protection des droits de la défense ou de toute autre raison (modification de l'article 113-8-1 du code pénal) ;
- l'extension de la compétence des juridictions françaises (nouvel article 689-13 du code de procédure pénale), à l'instar de ce qui est fait pour les conventions internationales prévoyant une telle clause de compétence « quasi-universelle ».

La France a joué un rôle moteur aux Nations unies pendant près de 30 ans sur le thème de la lutte contre les disparitions forcées jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention et entend prolonger son action pour l'universalisation de la Convention et la promotion de sa mise en œuvre.

La France a notamment organisé le 15 mai 2012, avec l'Argentine et le Centre de recherche sur les droits de l'Homme et le droit humanitaire du l'Université de Paris II, une conférence internationale sur les disparitions forcées. La participation à cette conférence des experts du Comité des disparitions forcées, du groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et du Conseil des droits de l'Homme, des principales organisations multilatérales de droits de l'Homme (le Conseil des droits de l'Homme, le Conseil de l'Europe, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples), des grandes ONG spécialisées, ainsi que des personnalités éminentes de la société civile engagées dans la lutte contre ce phénomène (associations argentines des Mères et des Grands-mères de la Place de mai) a permis de mieux appréhender le rôle de la Convention, la nécessité d'une coopération entre les différents organisations et mécanismes internationaux et régionaux existants et l'importance d'un soutien à la société civile.